



**HAL**  
open science

# Au-delà de l'interaction. D'autres legs de Goffman à la sociologie politique

Lilian Mathieu

► **To cite this version:**

Lilian Mathieu. Au-delà de l'interaction. D'autres legs de Goffman à la sociologie politique. Colloque international "Penser l'action sociale avec Goffman", Nov 2022, Liège, Belgique. hal-03840157

**HAL Id: hal-03840157**

**<https://hal.science/hal-03840157>**

Submitted on 4 Nov 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Lilian Mathieu**  
Centre Max Weber  
CNRS-ENS de Lyon

**Au-delà de l'interaction**  
**D'autres legs de Goffman à la sociologie politique**

*Colloque international « Penser l'action sociale avec Goffman »*  
*Liège, 3-4 novembre 2022*

Le titre de cette communication fait directement référence à un article de William Gamson — publié en 1985 dans *Theory and Society* et traduit en français trois ans plus tard par *Politix* — évoquant plusieurs apports de Goffman à la sociologie politique. La postérité de certains de ces apports s'est révélée décevante (§ 1) mais ne saurait constituer le seul héritage goffmanien à ce domaine de recherche. D'autres legs, plus fructueux, peuvent en effet être identifiés, spécialement dans deux domaines que j'ai particulièrement travaillés et pour lesquels l'œuvre de Goffman m'a été précieuse : l'étude des conflits sociaux (§ 2) et des contextes autoritaires (§3). Faire fructifier ce legs implique toutefois d'étendre la focale d'analyse au-delà de l'interaction (§4).

**1. Un legs encombrant**

Spécialiste de l'étude des mouvements sociaux et du travail journalistique, Gamson abordait plus spécifiquement dans son article deux aspects des phénomènes politiques susceptibles d'un éclairage goffmanien : les contextes de micro-mobilisation et les transformations, éventuellement dans un sens « politique », du cadrage des situations rencontrées ou vécues par les agents sociaux.

De fait, c'est pour l'essentiel le Goffman des *Cadres de l'expérience* qui, depuis les années 1980, a irrigué la sociologie politique, et plus spécifiquement l'étude des mouvements sociaux. Gamson a lui-même joué un rôle décisif, accompagné de ses collègues Bruce Fireman et Steven Rytina, dans cette acclimatation du *framing* à l'analyse des phénomènes contestataires. Leur ouvrage — au titre éminemment « goffmanien » — *Encounters with Unjust Authorities* (1982) rend compte d'une série d'expériences — également inspirées des travaux classiques de Milgram sur l'obéissance à l'autorité — consistant à enjoindre à des groupes d'individus sans lien préalable de commettre une injustice manifeste. L'objet de l'expérience, répétée 33 fois, était de constater comment la dynamique de l'interaction entre les membres du groupe pouvait les amener à élever une protestation collective contre l'exigence d'injustice qui leur était adressée. Gamson et ses collègues mobilisent deux concepts goffmaniens pour en rendre compte : celui de *rim talk* — lorsque les membres du groupe mettent en discussion l'activité qui leur est demandée — et celui de cadre (*frame*) — lorsque les mêmes membres du groupe modifient leur définition de la situation dans laquelle ils sont engagés, en l'occurrence adoptent un *cadre d'injustice*, préalable à leur mobilisation collective.

Relevant d'une démarche expérimentale, le travail de Gamson est resté relativement isolé. C'est davantage dans le sillage des travaux d'un autre sociologue états-unien, David Snow, que s'est développée une perspective d'étude des mouvements sociaux se réclamant d'une inspiration goffmanienne. Travaillant initialement sur une secte bouddhiste, Snow a lui aussi utilisé la notion de micro-mobilisation pour rendre compte des interactions au cours desquelles les membres d'un collectif (secte ou groupe militant) tentent de convaincre d'autres individus de rallier leur cause ou de rejoindre leur groupe. Développée en 1980 dans un article collectif (Snow, Zurcher et Eklund-Olson 1980), la perspective est précisée six ans plus tard en distinguant quatre modalités<sup>1</sup> d'alignement des cadres, *i.e.* de partage, au terme de l'interaction, d'une même définition d'une situation par le membre du collectif et l'individu qu'il tente de recruter dans sa lutte (Snow, Rochford, Worden et Benford 1986). Un article de 1988 coécrit par Snow et Benford complète la perspective en indiquant que la capacité mobilisatrice d'un cadre dépend de sa « résonance » avec les croyances et valeurs de la recrue potentielle et doit lui apparaître crédible ou pertinent en termes de diagnostic sur la situation dénoncée, de proposition de solution et de motivation à l'action.

La perspective initiée par Snow a connu un succès considérable car elle permettait de compenser le désintérêt revendiqué de la perspective alors dominante, celle de la mobilisation des ressources, pour les revendications, programmes et discours des mouvements sociaux. La perspective du *framing* s'est rapidement imposée comme incontournable, souvent en association avec l'étude des ressources organisationnelles des mouvements sociaux et de celle du contexte politique (saisi en termes de structures des opportunités politiques) dans lequel ceux-ci déploient leur action (*e.g.* McAdam, McCarthy, Zald 1996). Ce succès, pour autant, résulte d'un considérable appauvrissement de la démarche originelle et de son inspiration interactionniste. Le processus de cadrage s'est effacé au profit des cadres eux-mêmes, c'est-à-dire des registres argumentaires (cadres de l'égalité, cadre des droits, cadre du choix individuel, etc.) mobilisés par les mouvements sociaux dans leur discours public et qu'il est loisible au sociologue d'identifier par une analyse de contenu. L'ordre de l'interaction entre militant et recrue potentielle disparaît du champ d'observation, au profit d'une conception stratégiste de discours militants avant tout envisagés dans leur potentialité propagandiste<sup>2</sup>.

Cet appauvrissement de la perspective goffmanienne a été relevé et signalé de longue date, spécialement en France (Mathieu 2002 ; Cefaï 2007 ; Contamin 2010), et un simple coup d'œil aux sommaires des principales revues internationales spécialisées révèle un épuisement du vocabulaire du *framing* dans l'étude des mouvements sociaux. Le terme d'appauvrissement est choisi à dessein, pour pointer que ce destin malheureux n'était pas inéluctable et que d'autres dimensions de l'œuvre goffmanienne sont tout à fait heuristiques pour l'étude des phénomènes politiques. C'est de ces autres legs de Goffman à la sociologie politique que souhaite traiter la suite de cette communication.

## 2. Extension et conflictualisation des espaces d'interaction

La sociologie goffmanienne est généralement traitée — en tout cas enseignée — comme une « microsociologie » (Joseph 1998) dont l'unité d'analyse serait l'individu et non des groupes ou des classes. En attesterait un de ses traits caractéristiques, à savoir

<sup>1</sup> Respectivement connexion, amplification, extension et transformation de cadre.

<sup>2</sup> Au risque d'un intellectualisme réducteur lorsqu'il est présupposé que la capacité mobilisatrice d'un cadre dépend de sa « robustesse » et de sa « cohérence » (*e.g.* Snow & Benford 1988).

l'observation de l'action en situation, sur des scènes très localisées où se rencontrent des protagonistes aux effectifs extrêmement réduits. On a également amplement souligné combien le registre métaphorique du théâtre avait offert à Goffman un vocabulaire conceptuel heuristique pour rendre compte des logiques interactionnelles : rôle, scènes, coulisses, représentation, décor, etc. Apparaît constante son attention pour la dimension *expressive* des comportements sociaux : tout protagoniste d'une interaction transmet un message par son attitude, y compris silencieuse, tout en prenant le risque que celui-ci soit mal interprété. La préface du tome 1 de *La mise en scène de la vie quotidienne* l'indique clairement : « J'examinerai de quelle façon une personne, dans les situations les plus banales, se présente elle-même et présente son activité aux autres, par quels moyens elle oriente et gouverne l'impression qu'elle produit sur eux, et quelles sortes de choses elle peut ou ne peut pas se permettre au cours de sa représentation » (Goffman 1973a, p. 9).

La prospérité de cette démarche, telle que mise en œuvre par Goffman comme par celles et ceux qu'il a inspiré.e.s, n'est plus à démontrer pour l'étude des interactions de la vie courante. Son application à des phénomènes d'ordre politique a été plus limitée, et cela d'autant plus qu'elle a puisé dans l'un des ouvrages les moins connus de Goffman — de fait le seul à ne pas avoir été traduit en français<sup>3</sup> —, à savoir *Strategic Interaction* (1969). Goffman y prend ses distances avec la notion, trop ample à ses yeux, de communication pour privilégier celle d'expression : les comportements individuels livrent une information mais celle-ci n'est pas nécessairement univoque ni intentionnelle : « The generating of expression, and hence making its information available, is not an official end of the action, but (at least ostensibly) only a side effect. Here, then is *expressed information* » (Goffman 1969, p. 5). Les éléments extra-langagiers y jouent un rôle prépondérant : « In face-to-face communication this "framing" information typically derives from paralinguistic cues such as intonation, facial gestures, and the like—cues that have an expressive, not semantic, character » (*ibid.*, p. 9). La réception de l'information ainsi exprimée (mais non communiquée) s'avère plus complexe et délicate, car non immédiatement décodable dans un système de signes conventionnel, et se révèle de ce fait potentiellement équivoque. Cette équivocité n'est pas nécessairement un handicap, car l'intelligibilité n'est pas toujours le but des protagonistes ; ceux-ci, au contraire, peuvent sciemment dissimuler ou gauchir leurs réelles intentions. Goffman signale à ce propos « a special capacity—the capacity to inhibit and fabricate expression » (*ibid.*, p. 10).

Disposer de cette capacité est utile dans un certain type d'interaction, celles relevant de la compétition ou du conflit, qui constituent des objets privilégiés de la science politique. La sociologie des crises politiques de Michel Dobry (1986) a très amplement mobilisé le vocabulaire conceptuel de *Strategic Interaction* pour rendre compte de contextes politiques marqués par un très haut degré de conflictualité, lorsque des adversaires procèdent à des échanges de *coups* (« ouverts » ou « couverts », « directs » ou « indirects ») dans une structure de jeu (« tendu » ou « relâché ») donnée. Chaque lutteur visant à triompher de l'autre, il doit masquer ses véritables intentions, le niveau de ses ressources, ses prochains angles d'attaque (etc.), tout en essayant de connaître, ou au moins d'anticiper, les réelles intentions, niveaux de ressource ou plans d'attaque (etc.) de son antagoniste, en sachant que celui-ci fait de son côté son maximum pour les lui masquer tout en essayant de connaître les siens : « Each player must influence his own decision by his knowing that the other players are likely to try to dope out his decision in advance, and may even appreciate that he knows this is likely. Courses of action or moves will then be made in the light of one's thoughts about the

---

<sup>3</sup> Une récente démarche de ma part pour en publier une traduction aux Presses universitaires de Lyon s'est heurtée à l'inertie tant de l'éditeur original que des ayants droits de Goffman.

others' thoughts about oneself. An exchange of moves made on the basis of this kind of orientation to self and others can be called strategic interaction » (Goffman 1969, p. 101). La conduite d'une interaction stratégique relève en très large part du tacite (*ibid.*, p. 47), qui intègre y compris des formes de coordination et d'accord — si une bataille doit avoir lieu, encore faut-il un accord préalable sur le terrain de bataille<sup>4</sup> — et exige un strict contrôle de l'information exprimée sur soi-même.

Un conflit social — par exemple un mouvement de grève contestant une décision gouvernementale — relève pleinement d'une interaction stratégique, analysable en ces termes. Les syndicats doivent par exemple exprimer la détermination de leurs troupes (y compris en surestimant dans leurs déclarations le nombre réel de grévistes ou de sites mobilisés) tout en masquant les indices de leur vulnérabilité (les grévistes ne pourront « tenir » éternellement, des divergences tactiques se font jour, etc.) tandis que le gouvernement joue des coups tant « ouverts » (comme l'envoi de la police pour débloquer les entreprises occupées) que « couverts » (lorsqu'il engage des négociations discrètes avec une organisation plus modérée pour fracturer le bloc syndical). Des accords tacites peuvent tramer la dynamique conflictuelle (cantonner la mobilisation à un seul secteur professionnel, refuser de « politiser » le conflit, ne pas user de la violence, etc.), et faire varier le degré de tension de l'interaction selon que des « agences d'exécution » assurent ou non une médiation dans l'échange de coups (comme lorsqu'une institution ou personnalité « neutre » se pose en intermédiaire de la négociation entre les adversaires ou lorsque l'« opinion publique » est convoquée en arbitre du conflit). Ainsi que l'indique Goffman (*ibid.*, p. 103), une interaction stratégique telle qu'un conflit social est faite de promesses (de concessions ou de modération) comme de menaces (d'employer la force, d'étendre la mobilisation, etc.) et implique une évaluation, comportant nécessairement une part de crédulité et de méfiance, de leur plausibilité.

La dimension expressive se repère plus explicitement dans les *stratégies de présentation de soi* des protagonistes d'un conflit social. Cette dimension est bien connue et n'appelle pas de longs développements. Les mouvements sociaux se construisent des *façades* (Goffman 1973a, p. 29 et suiv.) publiques, proposées à différentes catégories d'observateurs (sympathisants potentiels, « opinion publique », médias, autorités politiques, forces de l'ordre, etc.) et visant à fixer une définition de la situation qui leur soit favorable. Le vocabulaire goffmanien de la mise en représentation s'est ainsi révélé heuristique dans l'analyse, par Luc Boltanski, du processus de mobilisation par lequel le groupe social des cadres en est venu à accéder à la reconnaissance sociale : « Le groupe, pour exister pour lui-même et pour les autres, doit donner, par l'intermédiaire de ses membres et, plus précisément de ses porte-parole, des représentations de lui-même, des accentuations dramaturgiques, comme dirait Goffman, de ses traits pertinents, sorte de stylisation qui contribue à la formation de la croyance collective sans laquelle le groupe n'a pas droit à la reconnaissance sociale » (1982, p. 57). Qu'ils se réfèrent ou non directement à Goffman, les travaux de Patrick Champagne (1984) sur la mise en représentation manifestante des agriculteurs français et de Mary Bernstein (1997) sur les déploiements identitaires, variables selon les publics auxquels il s'adresse, du mouvement homosexuel américain, abordent des cas exemplaires de construction de façades publiques par des mouvements sociaux tentant d'anticiper et de neutraliser leur stigmatisation.

---

<sup>4</sup> Cette dimension de coopération intrinsèque au conflit est davantage développée dans *Stratégie du conflit* de Thomas Schelling (1978), avec lequel Goffman engage un dialogue dans *Strategic Interaction*.

Ici réside un aspect qui n'a peut-être pas reçu toute l'attention qu'il mérite et que le vocabulaire goffmanien permet d'éclairer, qui est celui des *représentations frauduleuses* (Goffman 1973a, p. 61) de groupes proposant une façade en décalage avec leur réalité — ou tout au moins objet de suspicion. Cela a été le cas des mouvements opposés, successivement, au PaCS et au mariage des couples de même sexe, qui ont entrepris de se doter d'une façade démentant le stigmate — comme vieux, triste, bigot, puritain, réactionnaire, etc. — distillé par ses antagonistes en se présentant comme joyeux, hédoniste, juvénile, festif et coloré. Ce sont des indices du caractère frauduleux de la représentation qui sont recherchés par les adversaires du mouvement, et éventuellement attestés par la présence, dans les cortèges, de personnalités aux notoires engagements d'extrême droite ou par des expressions d'intolérance (tels les slogans « les pédés au bûcher » entendus en marge de manifestations contre le PaCS). De ce point de vue, la façade « ouverte » de ces mobilisations ne serait qu'une *fabrication* modalisant un cadre primaire « fermé » (Goffman 1991).

Les lignes qui précèdent soulignent combien la métaphore théâtrale filée dans le tome 1 de *La mise en scène de la vie quotidienne* se révèle heuristique pour l'étude des expressions publiques protestataires. Un autre registre métaphorique employé par Goffman, d'ordre cette fois religieux et d'inspiration explicitement durkheimienne (Goffman 1974), se révèle également éclairant pour l'étude des conflits sociaux. C'est ainsi que j'ai proposé d'envisager comme une *profanation* les chants révolutionnaires (« L'Internationale », spécialement) entonnés par les étudiants parisiens qui, le 7 mai 1968, conclurent leur défilé sur les Champs-Élysées par une station sur la tombe du soldat inconnu. Celle-ci a suscité, les jours suivants, des *cérémonies réparatrices* de la part de groupuscules d'extrême droite, soucieux de restaurer la sacralité du lieu en chantant pour leur part « La Marseillaise »<sup>5</sup>.

L'attention portée par Goffman — spécialement dans *Les relations en public* (1973b) — à la dimension territoriale des interactions quotidiennes est elle aussi susceptible d'une transposition à l'espace matériel où se déploient les mobilisations. Pour s'en tenir au même exemple de Mai 68, l'intrusion de la police dans la Sorbonne le 3 mai a été éprouvée par les étudiants comme une *offense territoriale* (Goffman 1973, p. 62) et leurs manifestations des jours suivants eurent précisément pour principales revendications la réouverture du bâtiment universitaire (fermé par le recteur à compter du 3 mai) et la fin de la présence policière dans le Quartier latin. *A contrario*, la présence de l'extrême droite sous l'Arc de Triomphe mais surtout la grande manifestation gaulliste du 30 mai peuvent-elles être appréhendées comme des prétentions à la propriété de la rue — et spécifiquement de l'avenue des Champs-Élysées — contre les empiètements, voire les violations, commis par les étudiants les jours précédents (Mathieu 2008).

### 3. S'adapter aux contraintes autoritaristes

Le second axe de transposition du legs conceptuel goffmanien aux phénomènes politiques puise la plus grande part de ses ressources dans cet autre *magnum opus* qu'est *Asiles*. Une telle démarche a été initiée par Janine Verdès-Leroux (1981) dans une appréhension du Parti communiste français (PCF) du temps de la guerre froide comme « institution totale ». L'auteure repère au sein de cette organisation politique un ensemble de traits — des rapports obligés entre les membres, des rites d'initiation, un processus d'installation, des techniques de mortification, etc. — caractéristiques des institutions

---

<sup>5</sup> La notion de cérémonie réparatrice est également utilisée, dans un sens plus métaphorique encore, par Michel Dobry (1986, p. 111).

décrites par Goffman, à l'exception d'une, majeure : le PCF « fonctionne sans contraintes objectives, ni marquages ni obstacles *matériels* » (p. 35) et cela parce que « tout ce que les autres institutions totales obtiennent soit en recourant à des mesures coercitives, soit en aidant à la rupture avec le monde par des marquages (tonsure, habit...) et des barrières réelles (clôture, etc.) est obtenu ici par le pur consentement » (*ibid.*).

Il n'est pas dans mes intentions, ni dans mes compétences, de juger du degré d'adéquation du modèle de l'institution totale au PCF des années d'après-guerre, mais de souligner l'intérêt heuristique de sa transposition à un ordre de phénomène différent de ceux (casernes, couvents, hôpitaux psychiatriques, internats, etc.) dont Goffman entendait prioritairement rendre compte. J'essaierai de le montrer ici *via* l'exposition des premiers matériaux d'une recherche en cours sur les modalités d'adaptation à un régime autoritaire chez des individus qui lui sont hostiles. Le cas plus spécifiquement traité ici est celui d'intellectuels et écrivains français confrontés à l'instauration du régime de Vichy et/ou à l'occupation nazie entre 1940 et 1944, abordé au travers de leurs correspondances ou journaux intimes publiés. Le seul fait qu'un régime autoritaire se singularise par l'imposition, par la contrainte, d'un ordre politique à un ensemble d'individus dont il réduit les libertés élémentaires ne suffit pas à légitimer le rapprochement auquel il est procédé : l'examen de ce cas empirique fait en effet surgir des mécanismes communs malgré la considérable distance phénoménale entre institution totale et régime politique.

Un premier point concerne la *clôture*, ou plutôt son absence, que Verdès-Leroux pointe comme une différence majeure entre son objet et les institutions totales goffmaniennes : des murs ou grillages isolent les reclus du reste du monde, alors que les militants du PCF ou les écrivains des années 1940 ne voient aucun obstacle matériel s'opposer à leurs mouvements. Cette distinction exige toutefois d'être nuancée dès qu'on intègre la restriction des mobilités qu'a entraîné, pour bon nombre d'individus, la situation de guerre et l'instauration d'un ordre autoritaire. La ligne de démarcation qui, entre juillet 1940 et novembre 1942, divise le territoire français en une zone occupée et une zone dite « libre » constitue une réelle entrave pour ceux qui souhaitent passer de l'une à l'autre. De même les possibilités de quitter le pays sont-elles extrêmement réduites, voire quasi-impossibles (au moins légalement) dans le cas de l'Angleterre ou des Etats-Unis, et cela n'est pas sans conséquence pour ceux dont la survie passe par l'exil. Le suicide de Walter Benjamin à la frontière espagnole qu'il lui est impossible de franchir en constitue un témoignage tragique, et il n'est pas rare de rencontrer un sentiment de réclusion dans les documents étudiés. De même, la difficulté à accéder à des informations alternatives à la propagande officielle (telles celles diffusées par la BBC ou par la voie de tracts clandestins) renforce-t-elle l'isolement du monde extérieur que Goffman pose comme constitutif de la condition de reclus.

La défaite de juillet 1940, l'occupation par l'armée nazie, la fin de la Troisième République et l'arrivée de Pétain au pouvoir constituent un véritable *changement culturel* pour les écrivains et intellectuels, qui entrent dans un nouveau contexte politique avec une « culture importée » (Goffman 1968, p. 55), c'est-à-dire une manière de concevoir et d'exercer leur activité héritée du passé mais qui n'est plus, ou seulement partiellement, valable. C'est bien la situation que rencontrent les écrivains qui, occupant avant-guerre une position dominante dans le champ littéraire, se voient livrés à la vindicte publique. Ce que l'on a appelé la « querelle des mauvais maîtres » consiste, au lendemain de la déroute de 1940, en une mise en accusation d'écrivains et intellectuels qui auraient démoralisé la jeunesse française. Un certain nombre d'auteurs — Gide en premier lieu mais aussi Valéry, Proust, Mauriac ou Cocteau — sont ainsi stigmatisés pour avoir « trop aimé la littérature », *i.e.* donné la priorité

aux préoccupations esthétiques aux dépens de la vocation morale de leur art. C'est bien d'une forme de *mortification* que sont victimes ces auteurs publiquement accusés d'avoir corrompu la jeunesse par des préoccupations narcissiques, « efféminées » et, au final, défaitistes et « antifrancaises » (Sapiro 1999).

La mortification est bien sûr plus violente encore pour les auteurs stigmatisés comme juifs (ou communistes ou francs-maçons), dont la diffusion des œuvres est prohibée. Sous pression de l'occupant, les éditeurs français eux-mêmes établissent des listes de livres désormais proscrits car écrits par des juifs<sup>6</sup>. Le préambule de la première liste donne une idée des critères de sélection et de l'état d'esprit régnant alors : « Désireux de contribuer à la création d'une atmosphère plus saine et dans le souci d'établir les conditions nécessaires à une appréciation plus juste et objective des problèmes européens, les éditeurs français ont décidé de retirer des librairies et de la vente, les œuvres qui figurent sur la liste suivante (...). Il s'agit de livres qui, par leur esprit mensonger et tendancieux ont systématiquement empoisonné l'opinion française ; sont visées en particulier les publications de réfugiés politiques ou d'écrivains juifs qui, trahissant l'hospitalité que la France leur avait accordé, ont sans scrupule poussé à une guerre, dont ils espéraient tirer profit pour leurs buts égoïstes » (cité in Paulhan & Corpet 2014, p. 36). Les livres mis à l'index sont saisis dans les bibliothèques, librairies et stocks des éditeurs, et plus de 700 000 volumes sont mis au pilon.

On peut concevoir comme participant d'une « série d'humiliations, de dégradations, de mortifications et de profanations » (1968, p. 56) le fait de devoir, comme Paul Léautaud (qui ne s'en émeut guère), devoir remplir pour être publié un « questionnaire comme celui que j'ai rempli pour la *N.R.F.* : pas juifs, de parents pas juifs, Français, de parents français, aucune appartenance à un parti politique, etc., etc., etc. » (1/4/42, XIV, p. 188). Le même Léautaud prend beaucoup plus à cœur la mortification que représente à ses yeux le fait d'être soumis à la censure allemande, en premier lieu par attachement pour la liberté d'expression littéraire. Il est ainsi choqué quand il apprend de Drieu la Rochelle que la *Nouvelle Revue française* est soumise à la censure allemande : « [Drieu] me répond : "Nous sommes un peu en retard, par la faute de l'imprimeur. Le texte est à la censure" (...). Je lui demande : "A La censure allemande ? Vous devez donc lui soumettre vos numéros ?" Il m'a répondu oui. Il ne m'avait pas dit cela lors de notre entretien. Il m'avait dit au contraire qu'il reprenait la revue en pleine liberté, seul à s'en occuper, sans aucune ingérence des Allemands, cela nettement entendu entre eux et lui. Je ne peux pas lui dire maintenant que je ne collabore pas, mais si j'avais su cela dès le premier jour ! » (5/12/40, XIII, p. 234). Léautaud toujours évoque le désarroi de Georges Duhamel assistant à la saisie de son dernier ouvrage, tout juste paru et consacré à la débâcle, par l'armée allemande dans les stocks de son éditeur, le Mercure de France (*ibid.*). Cette intrusion de la censure dans le processus de création littéraire, éprouvée comme une atteinte grave à la libre expression de la personnalité artistique, peut être rapprochée du *dépouillement* par lequel l'institution totale assure une dépersonnalisation du reclus (Goffman 1968, p. 61-64).

On constate, chez les plus profondément affectés par le changement de régime, des réactions proches de la *dégradation de l'image de soi*, que Goffman pose en contrecoup de la mortification qui accompagne la réclusion. C'est un tel sentiment que paraît exprimer Jean Guéhenno, dont l'accablement et le découragement se traduisent par une mise en doute de sa capacité à travailler, de la qualité ou de la pertinence de ce qu'il écrit : « Je ne crois plus beaucoup à moi-même. Je ne me sens plus attaché d'une prise assez vive au monde, à la vie.

---

<sup>6</sup> Lesquels, réduits à cette seule identité, se trouvent dans une situation proche de celle du reclus « dépossédé de ses rôles » (Goffman 1968, p. 57).



Je manque de cœur, ou plus exactement mon cœur ne trouve plus son emploi » (16/11/40, p. 67). Il ressent également la dérision de l'acte d'écrire dans un contexte aussi tragique : « Pourquoi écrire encore ? Il n'est plus guère possible de douter du ridicule qu'il y a à exercer un métier si personnel » (30/11/40, p. 73<sup>7</sup>).

Même s'il n'est pas le résultat d'une stratégie consciente de l'opresseur, l'*isolement* apparaît comme un trait important de la situation des écrivains après 1940. Alors que le monde littéraire est habituellement concentré à Paris, la débâcle a entraîné une dispersion des auteurs et éditeurs en province, et certains resteront très longuement isolés. Avoir des nouvelles les uns des autres, mais également savoir ce qu'il en est des institutions de la vie littéraire, apparaît comme une préoccupation centrale des correspondances — par exemple de celle de Jean Paulhan après son repli en Bretagne : « De Paris, nous ne savons rien, sinon que l'on vient de perquisitionner et de mettre les scellés chez Denoël (...). La N.R.F. paraît jusqu'à présent tranquille. Mais ne vont-ils pas s'emparer de la maison et publier une N.R.F. ? » (Paulhan & Pourrat, 13 août 1940 ; § 141).

Il est également possible de repérer des phénomènes de *contamination morale* lorsque des individus redoutent que leur fréquentation de personnes stigmatisées par le régime ne les rende eux aussi suspects. C'est ce que craint Léautaud qui, engagé dans un litige de droit commun, évite de solliciter son ami avocat Maurice Garçon de peur que son engagement résistant (pour lequel il a été brièvement arrêté peu auparavant) ne lui porte préjudice : « J'étais gêné de prendre Garçon pour me représenter, à cause de ses histoires avec les Allemands » (18/1/43, XV, p. 75). Jacques Lemarchand accepte, en tant que critique littéraire, de faire partie du jury d'un concours de chansons pour la Légion antibolchévique mais se dit « très ennuyé par le fait que le jury dont je fais partie ne comprend que fort peu de noms, parmi lesquels ceux de Chateaubriant, Jacques de Lesdain, etc., fort marqués » (2012, p. 214 ; 29/6/42).

Les *adaptations secondaires* apparaissent comme un élément central des contextes autoritaires et de leurs restrictions des libertés. Le concept désigne les pratiques de détournement de la logique de l'institution pour obtenir des satisfactions interdites sans pour autant l'affronter directement (Goffman 1968, p. 245 et suiv.). Le franchissement de la ligne de démarcation constitue une telle satisfaction qu'il est possible d'obtenir (tout au moins de solliciter) en invoquant un motif professionnel. C'est ce que fait le poète Francis Ponge, replié à Roanne (Loire), dans un courrier où il sollicite à demi-mot de son ami — et éditeur — Jean Paulhan qu'il le convoque pour un rendez-vous à Paris, après qu'une précédente demande ait été rejetée : « Mes motifs n'ont pas été jugés assez impérieux sans doute. Ils l'étaient pourtant (mais mon éditeur me convoquera peut-être dans quelque temps ? Au besoin je t'en reparlerai, si tu m'y autorises) » (Paulhan & Ponge, 1986, p. 285-6).

Parvenir à publier, malgré la censure, des textes en décalage avec l'esprit du temps constitue une adaptation secondaire de la plus haute importance pour des individus qui ont pour métier et vocation d'écrire. Un premier procédé, désormais bien connu, est celui de la littérature de contrebande, employé notamment par Aragon et qui consiste à jouer sur les différents niveaux de compréhension d'un même texte : un poème d'amour anodin peut ainsi se lire comme une célébration de la flamme de la Résistance (Sapiro 1999). C'est une autre stratégie, celle du *faux semblant* — amplement discutée par Goffman dans *Stigmate* (1975) — que Jean Paulhan conseille à son ami Jean Guéhenno d'adopter, en l'occurrence en publiant chez un éditeur notoirement collaborationniste, ce qui lui fournirait une sorte de

---

<sup>7</sup> Je souligne, pour insister sur la dimension de dépersonnalisation ressentie par Guéhenno.

« couverture » alors qu'il apparaît suspect au régime de Vichy : « Mais il te faut écrire le Rousseau. (Peut-être vaut-il mieux, pour toutes sortes de raisons, qu'il paraisse chez Gr[asset] » (Paulhan & Guéhenno, fin 1942, § 293). Il est également possible de jouer sur la concurrence entre autorités nazie et vichyste, et de mettre en opposition leurs censures respectives pour publier des ouvrages tendancieux. La censure nazie étant plus souple, sur le plan des mœurs, que celle de Vichy, l'option est de soumettre à la première un manuscrit qu'on est assuré de voir refusé par la seconde. Léautaud souhaitant publier un ouvrage comprenant « quelques passages fort libertins, charmants, certes, mais enfin, pas absolument convenables », Paulhan lui suggère de procéder de la manière suivante : « On demandera le visa à la Censure allemande, ici, et l'ayant, se moquer de celle de l'autre zone. Il y a bien de ce côté aussi une censure française, mais très effacée devant les Allemands. (...) Ou donner le volume à imprimer à un imprimeur de Paris ou des environs et ne s'occuper ensuite que de la Censure de ce côté-ci, avec laquelle tout ira bien » (Léautaud, 19/5/43, XV, p. 118).

Goffman distingue plusieurs types d'attitudes chez le reclus placé dans une institution totale. Une première est le *repli sur soi*, consistant en un « refus radical de toute participation personnelle aux événements interférents » (1968, p. 106). Il s'agit plus exactement, dans le cas ici étudié, d'un retrait ou d'un désengagement du jeu social dont on était antérieurement un membre éminent. C'est l'attitude que choisit Guéhenno, qui refuse de publier dès l'avènement du régime de Vichy : son silence signifie son refus de la nouvelle situation politique, dictée à la fois par la prudence — il est périlleux d'exprimer publiquement une opinion dissidente — mais aussi par une ferme volonté de se tenir à l'écart des « bassesses » ou compromissions qu'il repère chez nombre de ses pairs (« Je connaissais beaucoup de gens. J'ai pu voir comment ils se soumettaient aux puissances nouvelles. C'était affreux », 14/8/40, p. 33). Le silence est aussi le résultat, surtout pendant les premiers mois, d'une sidération provoquée par la brutalité du changement culturel que constitue l'arrivée de Pétain, et qui le rend incapable d'agir : « Comment écrire encore ? Je sens comme jamais je ne l'avais senti quel rapport profond unit l'écrivain à son époque. (...) Tous les cadres de pensée dans lesquels je pensais et vivais sont peut-être détruits. J'éprouve à écrire une insécurité totale. Mes pensées me paraissent celles d'un fou. C'est le monde qui est fou autour de moi. Mais l'effet est le même. Le rapport entre lui et moi est aboli » (25/9/40, p. 53).

De fait, il serait plus exact d'écrire que l'attitude de Guéhenno a évolué du repli sur soi à cette seconde attitude identifiée par Goffman qu'est l'*intransigeance* par laquelle il « lance un défi volontaire à l'institution en refusant ouvertement de collaborer avec le personnel » (Goffman 1968, p. 106). Professeur au lycée Henri IV, il confie à Jean Grenier que « si on me force à porter la francisque, je la porterai en classe mais l'enlèverai avant et après ostensiblement » (Grenier 1997, p. 289). Comme prévu dans le modèle goffmanien, cette intransigeance affectée vaudra à Guéhenno d'être sanctionné (en étant rétrogradé) par le ministère de l'Éducation nationale.

Une troisième attitude est l'*installation*, dans laquelle « les bribes d'existence normale que l'établissement procure au reclus remplacent pour lui la totalité du monde extérieur et il se construit une existence stable et relativement satisfaite en cumulant toutes les satisfactions qu'il peut trouver dans l'institution » (1968, p. 107). Telle est l'attitude que semble avoir adoptée Jacques Lemarchand. Celui-ci est à la fin des années 1930 un jeune écrivain auquel la publication de deux romans chez Gallimard laisse espérer une pleine intégration au champ littéraire. Mais la fin de la drôle de guerre, au cours de laquelle il s'est battu valeureusement, le laisse dans une situation économique précaire, et c'est sans grand dilemme moral qu'il accepte de travailler pour la presse collaborationniste puis, en 1942, de remplacer Drieu la

Rochelle à la tête de la *Nouvelle revue française*. Ses inclinations littéraires l'attirent certes du côté des écrivains résistants (Camus, Paulhan...) mais il profite pleinement des opportunités que lui offre le monde des lettres sous emprise nazie. Il accepte ainsi — semble-t-il surtout dans la perspective du buffet — une invitation à une réception organisée par *La Gerbe* à la tonalité explicitement collaborationniste : « A 4h, coup de téléphone de *La Gerbe* m'invitant à une réception que donne Chateaubriant à l'honneur de Caton, légionnaire en permission. Vu Reyer, Jean Fontenoy, Ramon Fernandez, Maurice Laporte, Céline, Maxence, Abel Bonard, Chateaubriant, Jean Lasserre, etc. Champagne et sandwiches ». L'enjeu est également pour lui de saisir des opportunités d'articles : « Maxence me dit de me remettre à envoyer des articles à *Aujourd'hui*. Reyer me demande un "grand papier littéraire" pour *La Gerbe* » (2012, 15/4/42, p. 157-8).

C'est, de fait, un système des privilèges (Goffman 1968, p. 92-95) que les institutions culturelles nazies paraissent avoir mis en place pour s'assurer le ralliement docile des écrivains français, en restreignant et en contrôlant leur accès à cette faveur essentielle qu'est la publication. Les pages des revues littéraires voisinent bien avec ces « récompenses et (...) faveurs limitées et clairement définies qui sont accordées au reclus en échange de sa soumission mentale et physique au personnel » (*ibid.*, p. 93). Un jeune romancier comme Lemarchand, au statut encore fragile de prétendant du champ littéraire, ne pouvait qu'y être sensible, et cela indépendamment de ses inclinations politiques (au demeurant particulièrement floues). Il se montre pour cette même raison sensible aux invitations à la prudence qui lui sont adressées : « A 4h à *Comœdia*. Vu Arland. Il m'a rendu mon compte rendu de *France 41*, estimant que son ton était de nature à nuire à *Comœdia*, qui est actuellement très surveillé. Me dit que Jean Dorsenne [journaliste résistant mort en déportation] vient d'être arrêté. M'engage à être prudent » (2012, p. 122, 3/3/1942).

*Asiles* comporte un chapitre consacré à « la vie clandestine d'une institution totale », et il serait possible de poursuivre l'analogie en abordant la vie clandestine du monde littéraire pendant la Seconde Guerre mondiale, par exemple en envisageant les revues de poésie, à la tonalité discrètement dissidente (en tout cas pour les lecteurs capables de repérer et apprécier la littérature de contrebande comme telle) et généralement basées en zone sud, comme autant de zones franches dans lesquelles « la surveillance et les interdictions sont nettement relâchées » (Goffman 1968, p. 285). Tout aussi digne d'intérêt serait l'étude de « l'exploitation des affectations » (*ibid.*, p. 274-282) de reclus à des postes proposés par l'institution, appréciés pour leur offre de facilités et d'adaptations secondaires. Écrivains résistants, Marguerite Duras et Dionys Mascolo travaillent par exemple à la Commission de contrôle du papier d'édition et rendent à ce titre des avis sur le volume de papier à attribuer à chaque projet de livre. La notion d'*expédient* (*ibid.*, p. 263) peut quant à elle s'appliquer à ces amateurs de jazz se satisfaisant de disques d'interprètes français à une époque où la musique américaine est prohibée.

Il serait loisible de continuer plus longtemps encore cette évocation de la vie culturelle sous l'occupation au crible de l'appareil conceptuel de Goffman. Il serait tout aussi possible de pointer ce qu'elle peut recéler d'artificiel et d'insuffisant : les écrivains, artistes et intellectuels n'étaient pas enfermés, après une cérémonie d'admission humiliante, dans un établissement clos organisant les moindres détails de leur existence quotidienne. Ils n'étaient pas vêtus, nourris, logés par le régime de Vichy ni l'occupant nazi, et n'étaient pas contraints à une permanente proximité physique avec des pairs non choisis. Paul Léautaud n'était pas soumis à une institution totale, à la différence de son confrère Benjamin Crémieux qui, lui, est mort à Buchenwald. L'usage que j'ai fait du vocabulaire conceptuel d'*Asiles* est, en très large

part, un usage métaphorique, destiné à approfondir la connaissance du phénomène étudié par la mise au jour d'*analogies* qui ne sont pas pour autant des *identités*. Le changement d'objet et d'échelle — de l'hôpital psychiatrique au champ littéraire — n'est pas sociologiquement illégitime, à condition d'être maîtrisé, c'est-à-dire attentif tant aux similitudes qu'aux différences que la comparaison permet de repérer (Passeron 1982). C'est sur ce point que je souhaiterais conclure.

#### 4. Au-delà de l'interaction

L'exercice auquel je me suis livré dans cette communication pourrait sembler à des puristes de l'interactionnisme comme « une pratique (...) sauvage de l'emprunt conceptuel » (Revel 1996a, p. 7), la sauvagerie consistant en l'occurrence à appliquer à des contextes sociaux de large ampleur des concepts forgés pour « des environnements dans lesquels deux individus, ou plus, sont physiquement en présence de la réponse de l'un et de l'autre » (Goffman 1988, p. 191). Les entités véhiculaires dont j'ai traité ne sont pas des « singletons » ou des « avec » (*ibid.*, p. 202) en contact direct mais des groupes parfois imposants (de plusieurs milliers de personnes dans le cas de manifestations de rue), non nécessairement en coprésence et dont les actions réciproques se trouvent médiées par de longues chaînes d'interdépendance.

L'exercice pourrait être dénoncé comme attentant à la spécificité de *l'ordre de l'interaction* et de ses effets sur les conduites sociales, puisque l'enjeu de l'interactionnisme est de « conceptualiser d'une façon différente ces effets, grands ou petits, de façon que leur part puisse être extraite et analysée et que les formes de vie sociale dont ils dérivent puissent être reconstituées et cataloguées sociologiquement, permettant, par cette procédure, de mettre en évidence ce qui est intrinsèque à la vie interactionnelle » (*ibid.*, p. 192). Certes, ce texte testamentaire qu'est « L'ordre de l'interaction » plaide pour une articulation entre les niveaux interactionnel et structurel de l'action sociale, en utilisant pour cela la notion pour le moins prudente de *couplage flou* (*ibid.*, p. 217), mais ce n'est pas ce que j'ai tenté de faire ici. L'enjeu était pour moi de transposer la grille d'analyse interactionniste à des situations sociales de plus grande ampleur, par exemple en étendant la clôture de l'institution totale aux frontières françaises du début des années 1940 ou en élargissant l'offense territoriale de la zone entourant le corps d'un individu à un imposant bâtiment universitaire emblématique du Quartier latin.

Le changement d'échelle auquel j'ai procédé me paraît sociologiquement justifiable parce que l'élargissement de focale fait apparaître des éléments perdus de vue à une échelle plus micro, telles que, pour parler comme Elias, les chaînes d'interdépendance entre protagonistes ou encore la médiation des agences d'exécution dans les contextes d'interaction stratégique. La représentation des phénomènes sociaux qui en résulte n'est pas seulement « grossie » mais bien modifiée, rendant visibles de nouveaux éléments tout en effaçant inéluctablement d'autres. Jacques Revel l'avait clairement signalé dans une discussion de la micro-histoire : « le choix d'une échelle particulière d'observation produit des effets de connaissance et (...) peut être mis au service de stratégies de connaissances. Faire varier la focale de l'objectif, ce n'est pas seulement faire grandir (ou diminuer) la taille de l'objet dans le viseur, c'est en modifier la forme et la trame. Ou, pour recourir à un autre système de références, jouer sur les échelles de représentation en cartographie ne revient pas

à représenter une réalité constante en plus grand ou plus petit, mais à transformer le contenu de la représentation (c'est-à-dire le choix de ce qui est représentable) » (Revel 1996b, p. 19)<sup>8</sup>.

L'opération d'extension du domaine de validité de la sociologie goffmanienne n'est pas sans conséquence épistémologiques, puisqu'elle revient en large part à métaphoriser son vocabulaire conceptuel : l'isolement des écrivains français dispersés en province n'est pas celui du malade mental en chambre de force et la profanation de la tombe du soldat inconnu n'est pas celle du détenu soumis à une fouille corporelle — l'intelligibilité sociologique procède ici largement sur le mode suggestif du « comme si ». Une difficulté peut surgir du fait que — comme une large part du vocabulaire sociologique (Passeron 1982) — l'ample boîte à outils conceptuels goffmanienne procède elle-même fréquemment par métaphorisation, en utilisant les registres religieux, théâtral ou encore géographique pour donner du sens aux phénomènes qu'elle étudie — faisant ainsi passer une signification de sens strict à une seconde signification prenant la première pour référence sans s'y identifier totalement. Mais une sociologie d'inspiration goffmanienne saurait-elle s'effrayer d'une telle modalisation de modalisation ?

## Bibliographie

Bernstein, Mary, 1997, « Celebration and Suppression: The Strategic Uses of Identity by the Lesbian and Gay Movement », *American Journal of Sociology*, 103 (3), p. 531-565.

Boltanski, Luc, 1982, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit.

Cefaï, Daniel, 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte.

Champagne, Patrick, 1984, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52-53, p. 19-41.

Gamson William, 1988, « Le legs de Goffman à la sociologie politique », *Politix*, n° 3-4, 71-80.

Gamson William, Fireman, Bruce, et Rytina Steven, 1982, *Encounters with Unjust Authority*, Homewood, The Dorsey Press.

Goffman, Erving, 1969, *Strategic Interaction*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.

Goffman, Erving, 1973a, *La mise en scène de la vie quotidienne*, t. 1, *La présentation de soi*, Paris, Minuit.

Goffman, Erving, 1973b, *La mise en scène de la vie quotidienne*, t. 2, *Les relations en public*, Paris, Minuit.

---

<sup>8</sup> Bernard Lepetit a recours la même référence cartographique, en étant sans doute plus explicite : « Généraliser pour pouvoir dessiner une carte, c'est sacrifier les détails du tracé d'un fleuve ou d'une ligne de rivage en fonction de l'échelle de représentation choisie, c'est diminuer le nombre des variations reconnues comme pertinentes » (1996, p. 73). Le même auteur ajoute que « s'il existe des échelles plus pertinentes que d'autres pour développer certaines problématiques et tester certaines hypothèses, il faut essayer sur chaque sujet particulier d'établir aussi systématiquement que possible les conséquences provoquées par les variations de l'échelle du terrain choisi sur le contenu des grilles explicatives. De la détermination empirique des seuils qui séparent des niveaux d'observation significatifs qui procurent des images et des schémas de compréhension différents de la réalité visée, on attendra au mieux des règles de correspondance (ou simplement des typologies d'associations) entre des hypothèses et des échelles d'analyse. L'appréciation des effets de réduction analytique sur le savoir produit relève d'une science pratique » (*ibid.*, p. 92-3).

- Goffman, Erving, 1974, *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit.
- Goffman, Erving, 1975, *Stigmaté. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit.
- Goffman Erving, 1988, *Les moments et leurs hommes*, Paris, Seuil/Minuit.
- Goffman Erving, 1991, *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Minuit.
- Grenier, Jean, 1997, *Sous l'Occupation*, Paris, éditions Claire Paulhan.
- Guéhenno, Jean, 2002, *Journal des années noires (1940-1944)*, Paris, Folio.
- Guéhenno, Jean, et Paulhan, Jean, 2002, *Correspondance 1926-1968*, Paris, Gallimard.
- Joseph, Isaac, 1998, *Erving Goffman et la microsociologie*, Paris, PUF.
- Léautaud, Paul, 1962-1964, *Journal littéraire*, tomes XIII à XVI (février 1944-septembre 1944), Paris, Mercure de France.
- Lemarchand, Jacques, 2012, *Journal 1942-1944. « Et quoi qu'on fasse, quoi qu'on dise, on ne peut que passer pour un lâche et un salaud »*, éditions Claire Paulhan.
- Lepetit, Bernard, 1996, « De l'échelle en histoire », in Jacques Revel (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse de l'expérience*, Paris, Gallimard-Seuil, p. 71-94.
- McAdam, Doug, McCarthy, John D., et Zald, Mayer N. (eds.), 1996, *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Mathieu, Lilian, 2002, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, 2002, p. 75-100.
- Mathieu Lilian, 2008, « The Spatial Dynamics of the May 1968 Demonstrations », *Mobilization*, 13(1), p. 83-97.
- Passeron, Jean-Claude, 1982, « L'inflation des diplômés. Remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie », *Revue française de sociologie*, vol. 23, n° 4. p. 551-584.
- Paulhan, Jean, et Ponge, Francis, 1986, *Correspondance 1923-1968*, tome 1 : 1923-1946, Paris, Gallimard.
- Paulhan, Jean, et Pourrat, Henri, 2019, *Correspondance 1920-1959*, Paris, Gallimard.
- Paulhan, Claire, et Corpet, Olivier (dir.), 2004, *Archives des années noires. Artistes, écrivains et éditeurs*, Caen, IMEC.
- Revel, Jacques, 1996a, « Présentation », in Jacques Revel (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse de l'expérience*, Paris, Gallimard-Seuil, p. 7-14.
- Revel, Jacques, 1996b, « Micro-analyse et construction du social », in Jacques Revel (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse de l'expérience*, Paris, Gallimard-Seuil, p. 15-36.
- Sapiro, Gisèle, 1999, *La guerre des écrivains*, Paris, Fayard.
- Schelling, THOMAS C. (1986 [1980]), *Stratégie du conflit*, Paris, PUF.
- Snow, David A., Zurcher, Louis A., Jr., Eklund-Olson, Sheldon, 1980, « Social Networks en Social Movements: A Microstructural Approach to Differential Recruitment », *American Sociological Review*, vol. 45, pp. 787-801.

Snow David A., Rochford E. Burke, Worden Steven K., Benford Robert D., 1986, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, vol. 51, pp. 464-481

Snow David A., Benford Robert D., 1988, « Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization », *International Social Movement Research*, vol. 1, pp. 197-217.

Verdès-Leroux, Janine, 1981, « Une institution totale auto-perpétuée », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 36-37, p. 33-63.